

**Des cadres politiques, la propriété foncière
et les revendications des agriculteurs en
Afrique de l'Ouest et Centrale: l'expérience
de l'ICRAF sur les méthodes d'évaluation
dans les écosystèmes forestiers**

**FORUM REGIONAL SUR
L'ACQUISITION DES TERRES,
Mont FEBE Hotel, Yaoundé
27-28 Sept., 2010**

**Serge Ngendakumana , Zac Tchoundjeu ,
Cecile Ndjebet and Peter Minang**

The World Agroforestry Centre (ICRAF).

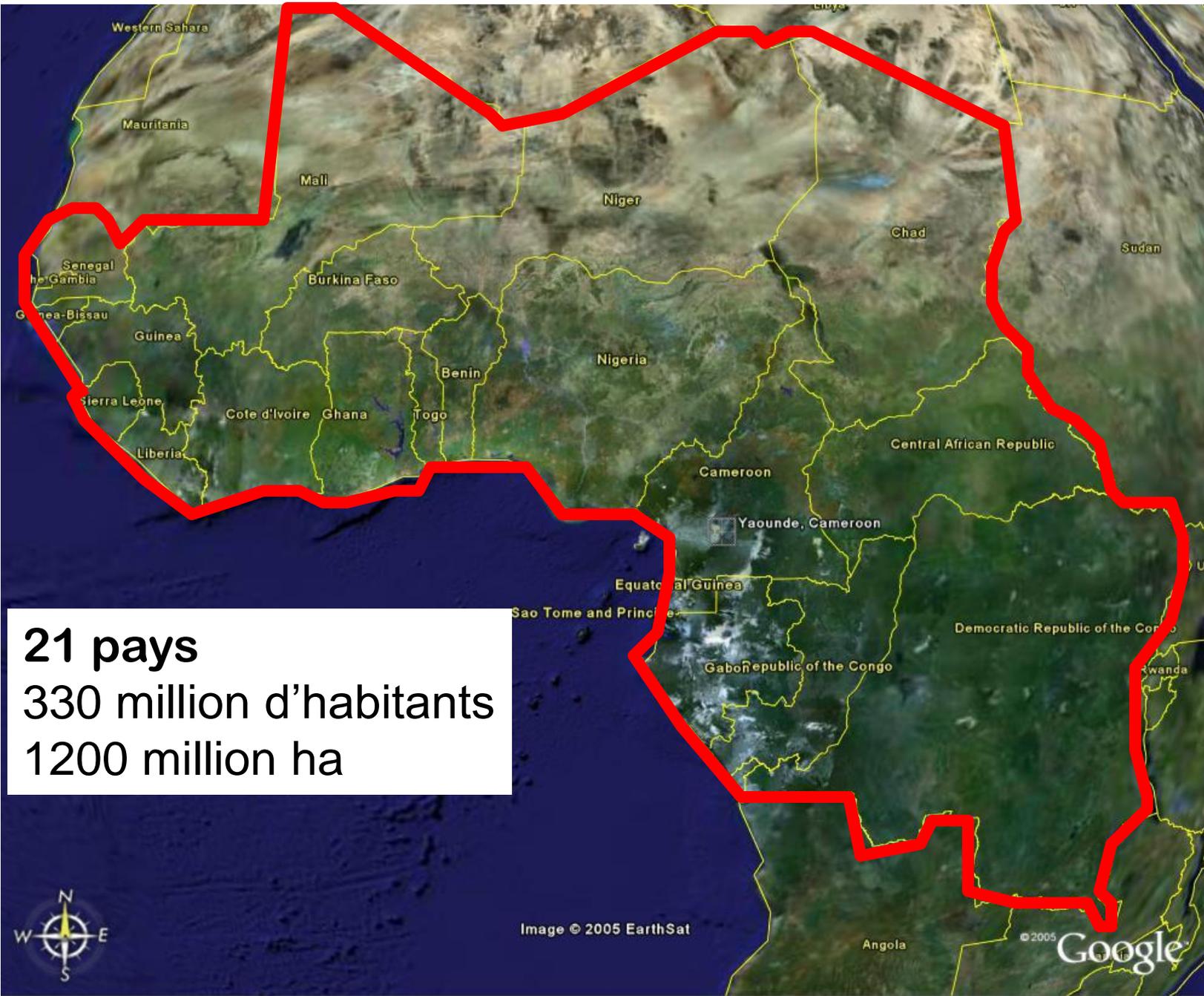
Plan de presentation

- Contexte et concept
- Méthodologie: Hypothèses et Questions
- Typologie des tenures et droits liés au capital “terre”
- Aperçu des méthodes et approches ICRAF
- Analyse des méthodes d’acquisition des terres
- Résultats d’analyses des cadres de politiques:
 - Quelques contraintes sujettes à contestation communautaire des agriculteurs d’Afrique
 - Modèle simplifié de plaidoyer basé sur le potentiel communautaire endogène
 - Recommandations aux acteurs en présence

Some RRI Coalition In Cameroon





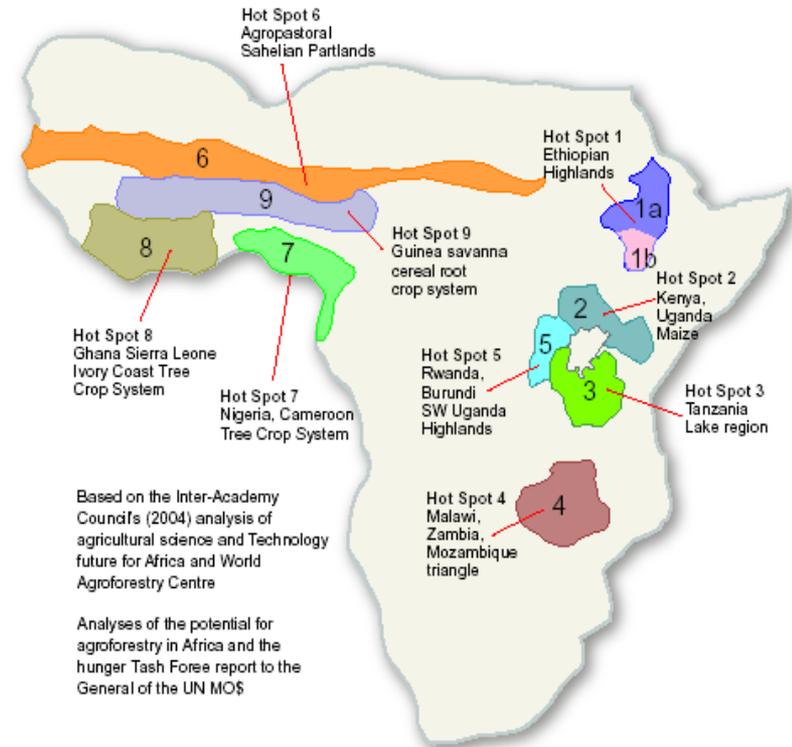


21 pays
330 million d'habitants
1200 million ha

ECOSYSTEMES FORESTIERS AFRIQUE CENTRAL ET OUEST



Hunger and Poverty Hot Spots in Africa The Targets for Trees of Change



Zones où l'Agribusiness prend de l'ampleur

Contexte communautaire et concept

- La population de l'Afrique de l'Ouest et du Centre grandit à un rythme extrêmement rapide. Le Sahel par exemple verra doubler sa population d'ici 30ans avec environs 150 millions d'habitants en 2040. Cette croissance a commencé à exercer une pression sur les terres et ainsi la sécurité alimentaire dans la region sub sahalienne.
- Plus de 60% de la population active en ASS dependent de la terre pour leur bien etre (livelihoods) surtout que toutes les economies dependent de l'Agriculture



- L'accès des communautés agricoles à la sécurité foncière est largement accepté comme une condition primordiale pour accéder aux autres services et opportunités d'amélioration du bien être des populations (Rakodi and Lloyd-Jones 2002)
- Selon certains analystes, le mécanisme "colonialiste" d'attribution des droits de propriété foncière matérialisé par le titre foncier n'est pas nécessairement la seule

Cont.(suite)



World Agroforestry Centre
TRANSFORMING LIVES AND LANDSCAPES

- ou tout simplement pourrait ne pas s'avérer la seule meilleure option dans le contexte des communautés locales et autochtones (Habitat International, 2004; ODI, 2007; IFAD ,2008) : de part sa complexité, com-K, admin bottlenecks, Com-Arg
- De part le fait que la loi confère à l'Etat l'exclusivité des droits sur toutes les terres, le gouvernement organise indirectement un match sans march: **La vulnérabilité des communautés rurales reste fraglante vis-à-vis usage et jouissance à la terre au vrai sens du terme**

Concepts



World Agroforestry Centre
TRANSFORMING LIVELIHOODSCAPES

- **Tenure foncière:** Système des règles normatives et des institutions qui gouvernent comment, quand, et où les personnes ont accès la propriété foncière ou tout simplement en sont exclus ou interdites d'accès
- **Droit (de propriété):** Abilité reconnue (par la loi ou la tradition) de control et de gestion des terres: user et disposer de la ressource foncière et des produits qui en découlent comme les engagements dans la vente-achat, transfer ou cession(IFAD,2008).

Typologie simplifiée de la tenure

Le tableau suivant montre le complexe et inhérent lien entre le droit et la tenure foncière dans les pays en voie de développement.

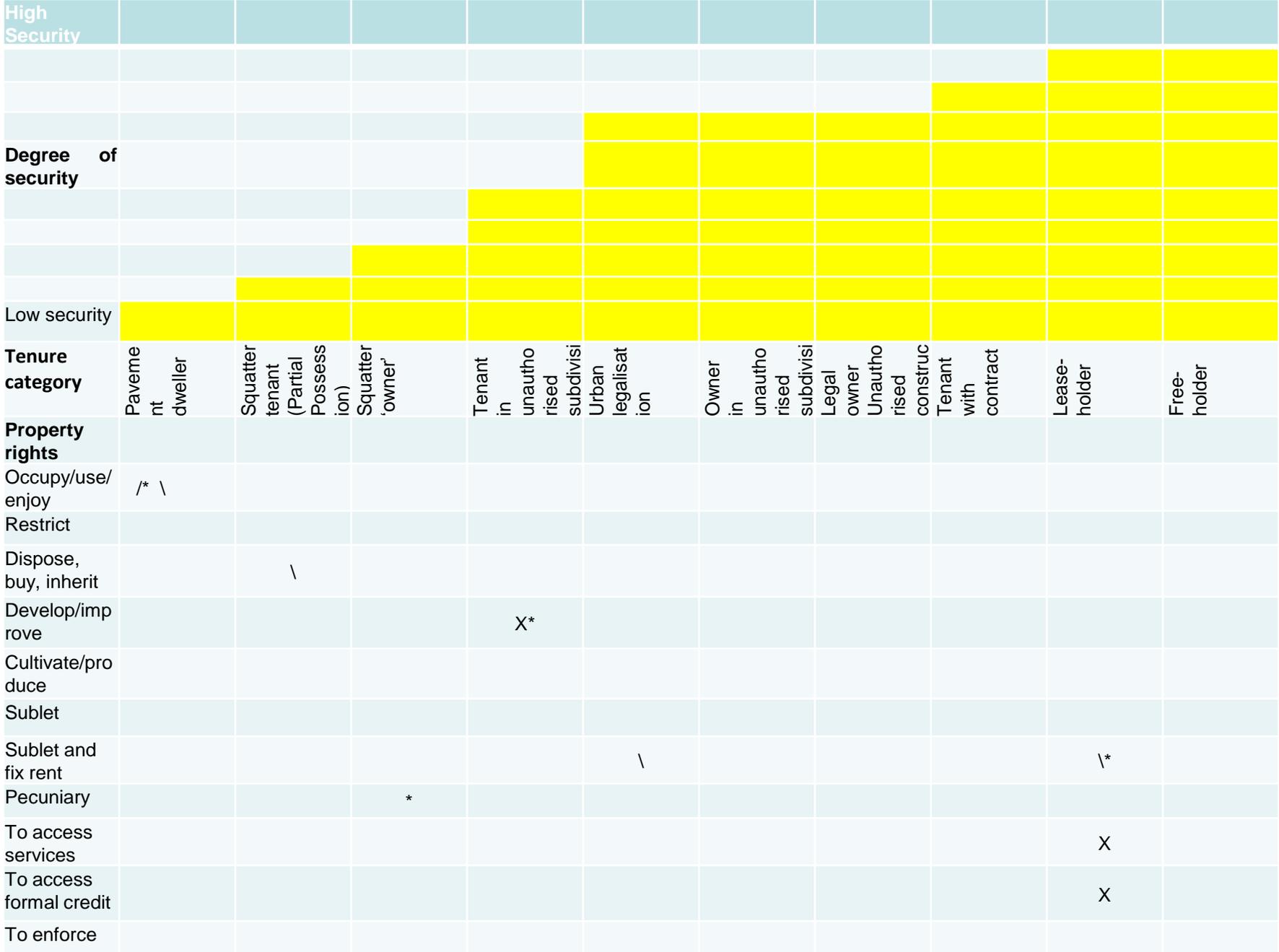
Il ressort 3 grands types de droits:

1. Formels ou légaux,
2. Informel /illégal
3. Refusés ou réclamés

Cette classification exhorte plutôt l'importance du droit moderne via le titre foncier comme évidence sine qua non du droit de propriété



0 100%



Suppositions et Hypothèses



World Agroforestry Centre
TRAINING LINES FOR RURAL PEOPLES

1. La terre reste une ressource économique de base et un facteur de croissance indéniable
2. La réforme foncière pourrait faire la différence: Il existe des options plus novatrices d'acquisition des terres : plus équitables et susceptible de faire consensus communautaire, rencontrer les besoins des plus pauvres et jouir d'une certaine légitimité sociale
3. Dans le contexte d'un marché actuel moins rémunérateur marqué par l'imprévisibilité des saisons climatiques accentuant les crises alimentaires et les "émeutes de la faim", les conflits liés au foncier devraient escalader ou s'accroître de plus en plus

Grandes interrogations



World Agroforestry Centre
TRANSFORMING LIVES AND LANDSCAPES

- Quelle notre compréhension commune de la tenure foncière et du droit (conceptualisation)
- Comment les communautés rurales portent le jugement de valeur sur le système actuel d'attribution des terres surtout dans les éco-zones forestières humides ? (Contraintes)
- Quelles méthodes d'évaluation du régime foncier vers les voies de sortie ou d'amélioration que la recherche propose (Stratégies)

Outils de recherche développés par le réseau ICRAF et Partenaires

Approches d'évaluation (voir
Web: ASB)

- RaTA : Rapid Tenure Assessment
- FERVA : The Fair and Efficient REDD Value Chain Allocation

Approches de mitigation: PTD
, Action collective et FIVA



Rapid Land Tenure Assessment (RaTA)

Key steps of the approach

- *(i) Identifying and establishing linkages between State policies and Community uses and claims to land and forests:*
- *(ii) Assessing the effectiveness of State Policies in Forest protection and exclusive Management by factoring-in competing and un-estimated claims by user group*
- *(iii) Identifying and capitalizing feasible mechanisms for co-management of forest resources: characterizing the fairness and efficiency chain of a possible REDD mechanism, and*
- *(iv) Improving the bargaining power of forest-based communities for more secure land and forest tenure rights:*

Application in national contexts

RaTA in Cameroon and its potential to support the REALU Architecture Project was applied under ASB initiative by Peter Mbile to analyse three aspects as follow:

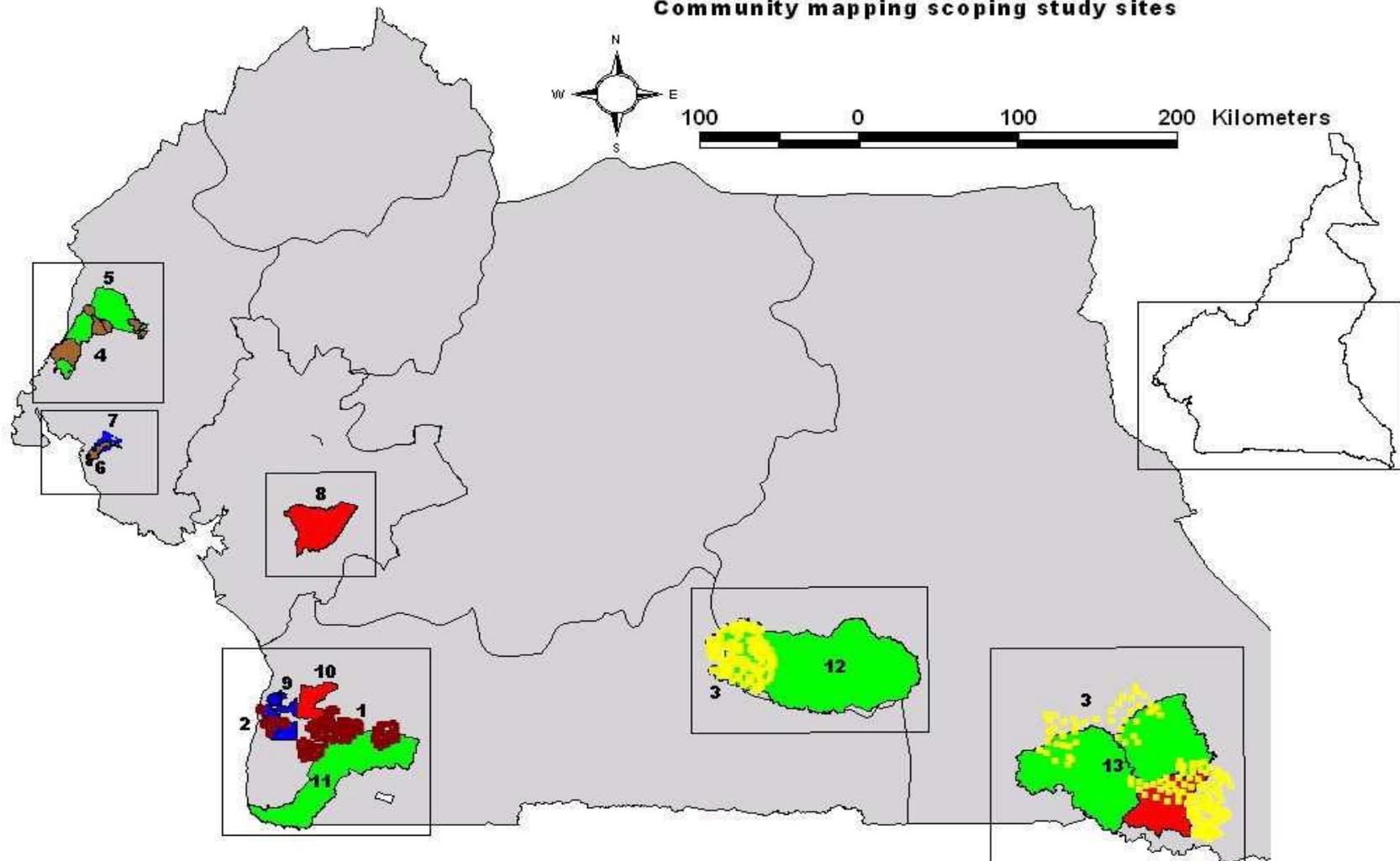
- ***Identifying and establishing linkages between State policies and Community uses and claims to land and forests***
- ***Assessing the effectiveness of State Policies in Forest protection and exclusive Management by factoring in competing and un-estimated claims by user groups***
- ***Identifying and capitalizing feasible mechanisms for co-management of forest resources: characterizing the fairness and efficiency chain of a possible REDD mechanism***
- ***Improving the bargaining power of forest-based communities for more secure land and forest tenure rights***

Sites d'études au Cameroun et en Sierra Leone



World Agroforestry Centre
TRANSFORMING LIVES AND LANDSCAPES

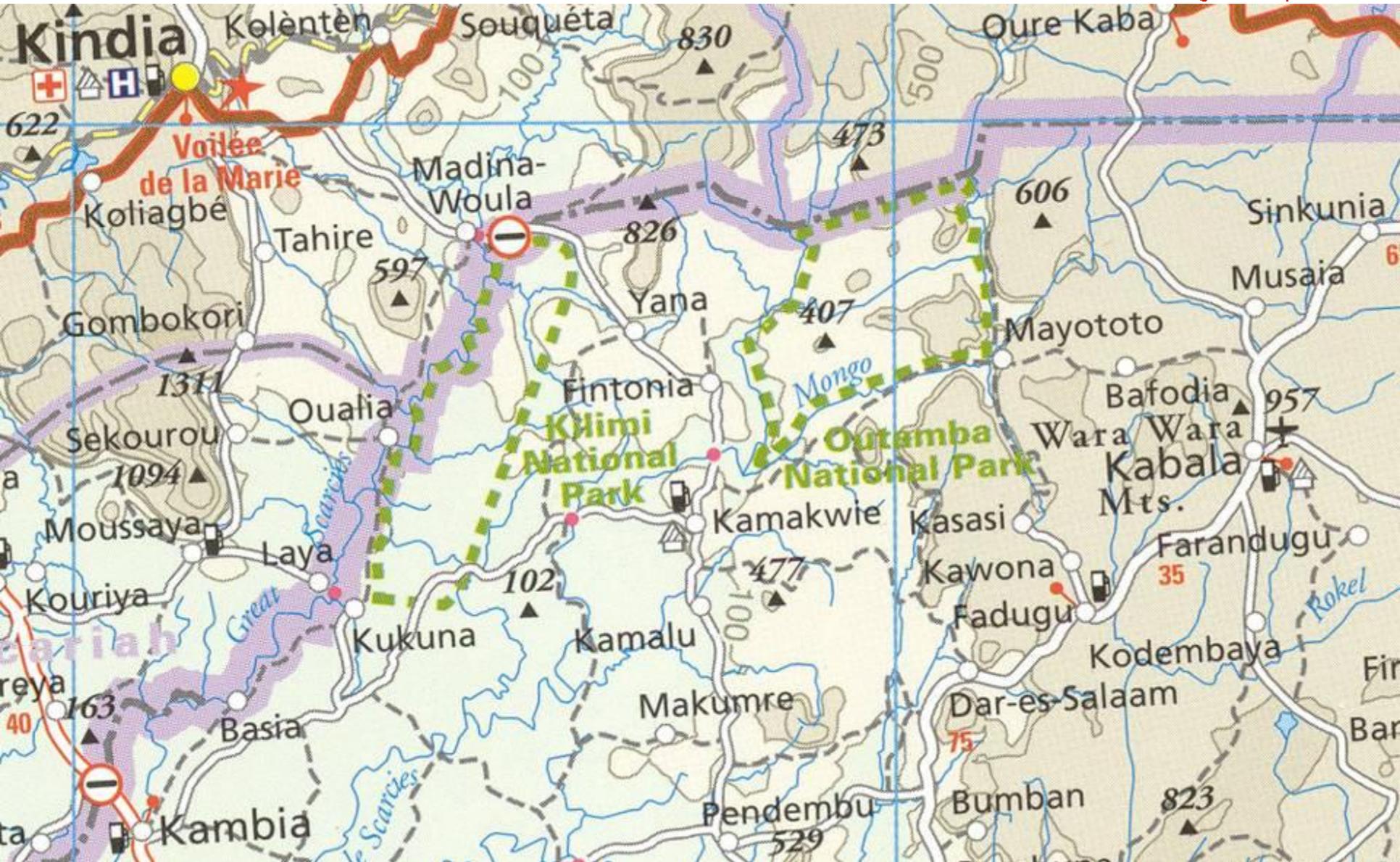
Community mapping scoping study sites



Outamba-Kilimi N.P.



World Agroforestry Centre



RESULTATS CLES D'ANALYSE DES CADRES POLITIQUES D'ACQUISITION DES TERRES



World Agroforestry Centre
TRANSFORMING LIVES AND LANDSCAPES



1. Quelques contraintes majeures à la connaissances et à la jouissance



- Quelques Droits (reconnus ou non): Voir Loi domaniale et Loi forestière de 1994 au Cameroun: Terre, PF, PFNL, Participation à la gestion/planification des ressources foncières, Information, etc.
- Dans la zone de recherche actuelle de l'ICRAF, (similairement aux autres acteurs des memes éco-régions forestières), les outils de gestions des paysages forestiers qui affectent les droits des communautés sont identifiés: le Classement des forets, le classement des UFA, Plan de zonage, Plan d'aménagement, PGS, etc
- Les contraintes clés

L'accès et le control des terres (terres agricoles, forets et ressources) sont restreints par les catégories de contraintes suivantes:



World Agroforestry Centre
TRANSFORMING LIVES AND LANDSCAPES

2. Contraintes sujettes à contestation dans les zones cibles

– Institutionnelles:

- Système actuel de classification et d'aménagement du territoire selon l'Equation:

Geo + Topo - les locaux = OK ou KO?

- Le zonage selon la meme équation :

Geo + Topo - les locaux- autochtones = OK

Technique:

- **La philosophie** (ou disons l'approche) **“conservacionniste”** du corps forestier classique et ses règles extortionniste envers les communautés en **“prétendue”** faveur exclusive de la faune sauve et de la flore
- **Insuffisance des Flux d'information** sur les procédures en vigueur combiné à la capacité limitée des peuples autochtones (ou locaux) à interpréter les textes et lois relatifs au foncier
- **Simple juxtaposition** et par ailleurs difficile cohabitation du **“droit moderne”** et le Droit coutumier

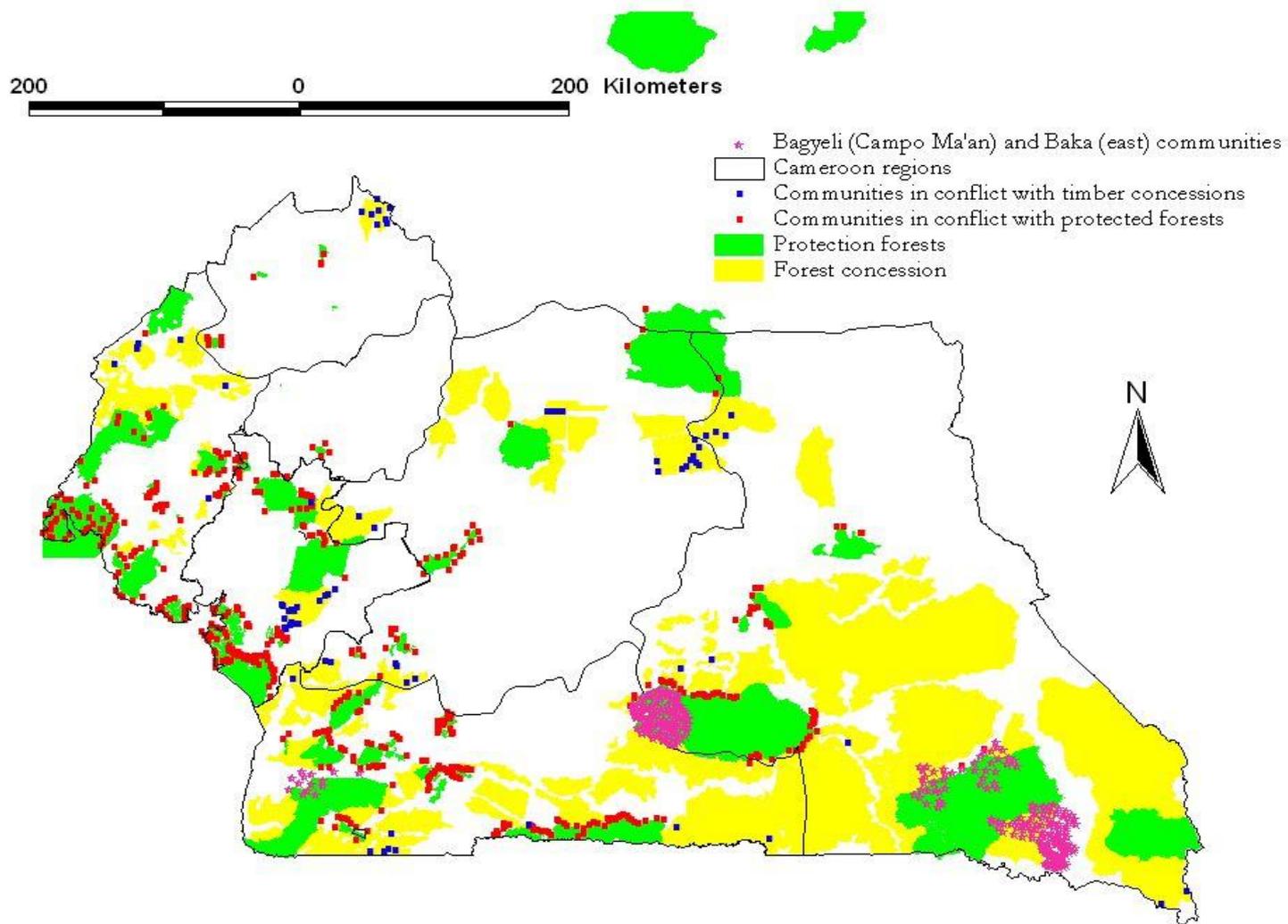
Sociales



World Agroforestry Centre
TRANSFORMING LIVES AND LANDSCAPES

- **Des mécanismes d'attribution non équitables et dictés aux communautés:** acquisition de la ressource foncière (surtout celle des zones forestières convoitée par les agroindustries car encore très fertile et rentabilisable) qui favorise les riches (Multi nationales) au détriment des communautés rivaines pauvres en dépit de l'art 17 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme **“Everyone has the right to own property alone as well as in association with others.”**
 - **Exclusion mitigée ou mesquine des femmes et des minorités aux propriétés foncières:** Femmes et minorités n'ont pas clairement droit de cité dans les textes, pratiques ou processus d'attribution des terres alors que elles sont les plus impliqués (exploitation et gestion au quotidien)

Cartographie des conflits communauté-DFP dans les régions du Sud Cameroun



Spatial data source: MINFOF/GFW/WRI, 2007

3. Implications sur les écosystèmes naturels forestiers



World Agroforestry Centre
TRANSFORMING LIVES AND LANDSCAPES

- Droit coutumier non ou mal reconnu, Zonage imposé aux communautés ont conduit et continueront de conduire à la destruction des écosystèmes forestiers (Cas de la Sierra Leone et du Sud Cameroun)
- Le marché actuel moins rémunérateur pour le petit exploitant marqué par l'imprévisibilité des saisons climatiques accentuant les crises alimentaires et la domination des agro industries multi nationales sur les terres forestières tropicales:  Escalade des conflits liés au foncier dans les zones forestières (cas du SW Cameroun)

Revendications recurrentes des agriculteurs dans zones cible



World Agroforestry Centre
TRANSFORMING LIVES AND LANDSCAPES

- L'Etat devrait intégrer les mécanismes de compensations /motivation des communautés pour la conservation des massifs forestiers (UFA, AP) qu'elles ont préservés depuis des siècles
- Que les partenaires d'appui et de conservation développent et mettent en oeuvre les options alternatives pour l'amélioration des conditions de vies qui sécurisent les terres en marge des aires protégées ou concédées
- L'institutionnalisation du système de co-gestion dans la protection des ressources forestières en cours





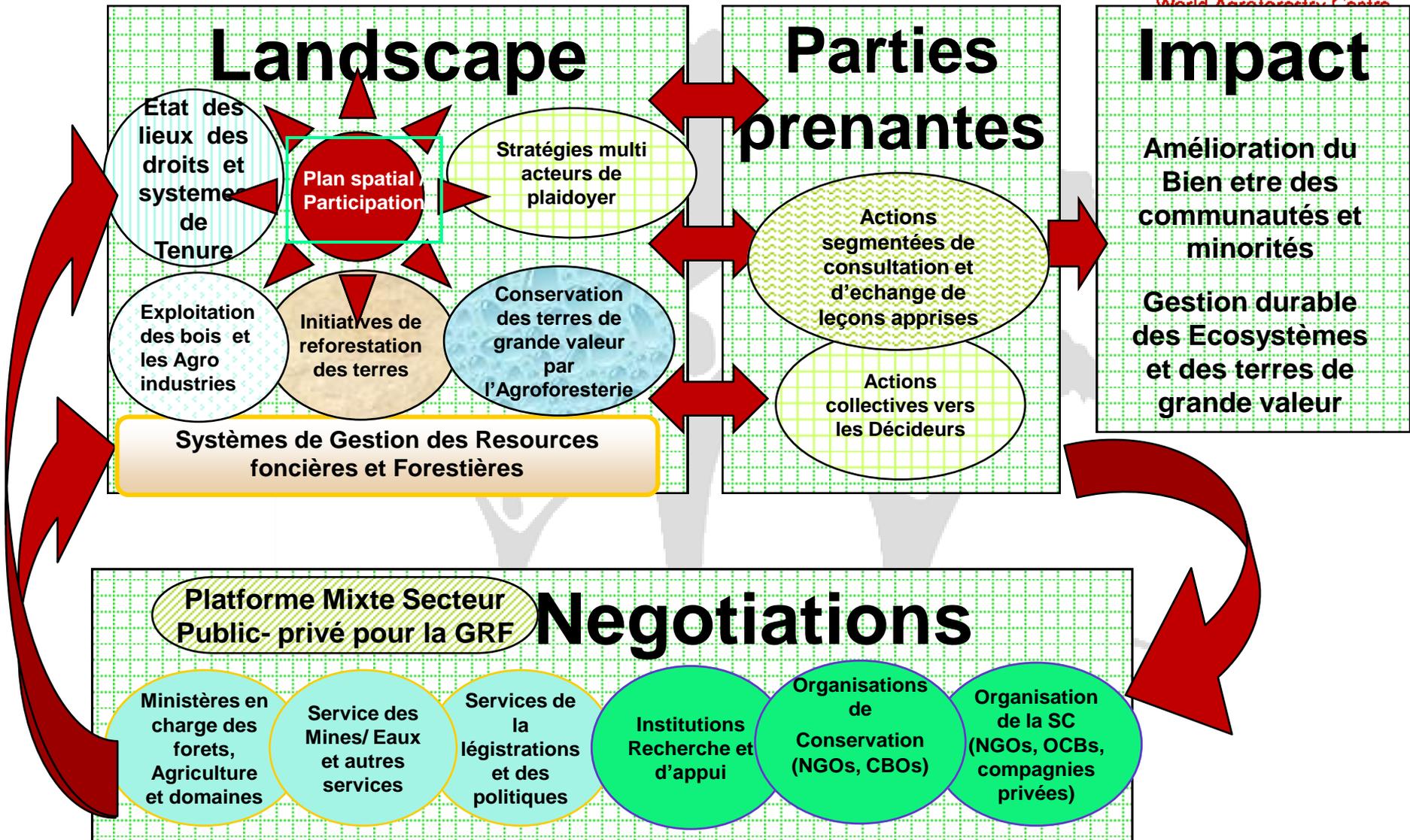
World Agroforestry Centre
TRANSFORMING LIVES AND LANDSCAPES

- Dans la plupart des cas comme le Cameroun, il faudrait étendre les surfaces attribuables des forêts communautaires de 5000Ha à 10000 voire 15 000 Ha
- Le gouvernement devrait automatiquement allouer aux communautés riveraines des terres sous formes de forêts communautaires partout où les compagnies privées exploitent des UFA
- La réforme des politiques devront recentrer les débats et étayer clairement le concept de “Droit d’usage individuel et collectif” à la lumière des conventions internationales y relatives aux quelles les gouvernements africains ont ratifié
- Reclarification du terme “utilité publique” dans la lignée de l’intérêt communautaire et du droit de propriété sur la terre vers une revue du système de tenure foncière plus rassurant aux agriculteurs des zones forestières



4. Modèle simplifié de plaidoyer basé sur le potentiel communautaire endogène

World Agroforestry Centre



Recommendations politiques



World Agroforestry Centre
TRANSFORMING LIVES AND LANDSCAPES

- **KEY POLICY RECOMMENDATIONS**
- **CENTRAL GOVERNMENTS IN SSA:**
- Alongside the ongoing decentralisation policy incitement, a legislation process should be efficiently undertaken to recognise clearly the rights of communities, indigenous forest people and other individuals to use and manage forest resources. In other words, a pro-poor land and forest tenure policy should be enacted and implemented to lay the foundation for the ongoing debates on reduced emissions from all land uses within the country.
- In the efforts to understand the complex typological tenure systems, customary or the so called illegal/informal regime should be looked into carefully as many reports show that some have argued that customary tenure is often flexible and able to adapt to market conditions (Cotula et al, 2006) especially while targeting collective actions in ongoing public and private investments.
- Limited or restricted user rights such as permit to gather deadwoods and Non wood forest products should be extended to shared powers and responsibilities over natural forests resources. This implies the adoption and institutionalization of a suitable co-management model in all permanent and non permanent forest domains if we do not continue to deny and neglect the key forest stewardship role of communities and indigenous people.
- Lands and forest allocation as well as management strategies should be revised in a participatory way to suit the emerging concept of biocarbon rights and voluntary C-market in the present context of climate change worldwide

